KPMG Audit
7 boulevard Albert Einstein
BP 41125
44311 Nantes Cedex 3
France

Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
France

Manutan International S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 30 septembre 2017
Manutan International S.A.
ZAC des Tulipes - Avenue du 21ème siècle - 95500 Gonesse
Ce rapport contient 41 pages
Référence : FN-181-01

KPMG Audit
7 boulevard Albert Einstein
BP 41125
44311 Nantes Cedex 3
France

Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
France

Manutan International S.A.

Siège social : ZAC des Tulipes - Avenue du 21ème siècle - 95500 Gonesse
Capital social : €.15 226 582

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 30 septembre 2017

A l'assemblée générale de la société Manutan International S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Manutan International S.A. relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er octobre 2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluation de la valeur recouvrable des goodwill

Risque identifié

Au 30 septembre 2017, la valeur nette des goodwill s'élève à 144 millions d'euros dans les états financiers consolidés du Groupe (soit 23% du total de l'actif).

Dans le cadre de son développement, le groupe a été amené à faire des opérations de croissance externe ciblées et à reconnaître plusieurs goodwill. Ils correspondent à l'écart entre le prix payé et la juste valeur des actifs et passifs acquis et ont été alloués aux unités génératrices de trésorerie (UGT) des activités dans lesquelles les entreprises acquises ont été intégrées.

La direction s'assure, au moyen de tests de dépréciation annuels, que la valeur nette comptable de ces goodwill n'est pas supérieure à leur valeur recouvrable.

Comme indiqué dans la note 7.4 aux états financiers consolidés, la valeur recouvrable est calculée pour l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle peut être rattaché le goodwill. Au sein du groupe Manutan, les cinq zones opérationnelles sont autant d'UGT dès lors que des synergies existent entre ces entités opérant sur un même marché géographique et utilisant des moyens d'exploitation communs, avec une direction opérationnelle unique.

La valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie est calculée par la méthode d'actualisation des flux de trésorerie opérationnels prévisionnels après impôt et après investissements de renouvellement, tels qu'ils ressortent des plans d'affaires établis par chaque unité génératrice de trésorerie et validés par le management du groupe dans le cadre de son pilotage opérationnel.

Or, toute évolution défavorable des rendements attendus des activités auxquelles des goodwill ont été affectés, en raison de facteurs internes ou externes par exemple liés à l'environnement économique et financier dans lequel l'activité opère, est de nature à affecter de manière sensible la valeur recouvrable et à nécessiter la constatation d'une dépréciation. Une telle évolution implique de réapprécier la pertinence de l'ensemble des hypothèses retenues pour la détermination de cette valeur ainsi que le caractère raisonnable et cohérent des paramètres de calcul.

La détermination de la valeur recouvrable des goodwill repose très largement sur le jugement de la direction, s'agissant notamment du taux de croissance des revenus à l'infini, des taux de marge brut retenus pour les projections de flux de trésorerie et du taux d'actualisation qui leur est appliqué, tels que présentés dans la note 8.1 aux états financiers consolidés. Nous avons donc considéré l'évaluation des goodwill comme un point clé de notre audit.

Notre réponse
Dans le cadre de nos diligences, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation des goodwill et avons, notamment :

- Analysé la conformité de la méthodologie appliquée par la société avec les normes comptables en vigueur ;
- Apprécié la cohérence des hypothèses de détermination des flux de trésorerie futurs en lien avec les réalisations passées et notre connaissance des activités confortée par des entretiens avec la direction ;
- Analysé, avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, les hypothèses retenues par la Direction dans le calcul du taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie futurs ainsi que le taux de croissance à l'infini ;
- Etudié les analyses de sensibilité de la valeur recouvrable des goodwill effectuées par la Direction et réalisé nos propres analyses de sensibilité sur les hypothèses clés, pour apprécier que seule une variation déraisonnable des hypothèses pourrait amener à devoir comptabiliser une dépréciation significative des goodwill.

Enfin, nous avons également apprécié le caractère approprié des informations données dans les notes 7.4 et 8.1 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Manutan International S.A. par l'assemblée générale du 4 mars 2004 pour KPMG Audit, Département de KPMG S.A. et du 14 mars 2003 pour MAZARS.

Au 30 septembre 2017, KPMG Audit, Département de KPMG S.A. était dans la 13ème année de sa mission sans interruption et MAZARS dans la 14ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification,

les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Nantes, le 29 janvier 2018	Courbevoie, le 29 janvier 2018
KPMG Audit	MAZARS
Département de KPMG S.A.	
Franck Noël *Associé*	Anne Veaute *Associée*

All you need. **With love.**

Groupe MANUTAN

ETATS FINANCIERS

Arrêtés au 30 septembre 2017

Sommaire

1. Entité présentant les états financiers 8
2. Déclaration de conformité 8
3. Base de préparation 8
4. Recours à des estimations et aux jugements 8
5. Faits caractéristiques de l'exercice 9
6. Le Groupe Manutan : périmètre de consolidation 9
7. Principales méthodes comptables 9
7.1. Regroupement d'entreprises 9
7.2. Date de clôture 9
7.3. Conversion des états financiers et des opérations en devises 9
7.4. Goodwill 10
7.5. Autres Immobilisations incorporelles 10
7.6. Immobilisations corporelles 10
7.7. Contrats de locations 10
7.8. Immobilier de placement 11
7.9. Créances clients et autres créances 11
7.10. Stocks 11
7.11. Instruments financiers dérivés 11
7.12. Trésorerie et équivalents de trésorerie 12
7.13. Actifs et passifs détenus en vue de la vente 12
7.14. Options de souscription ou d'achats d'actions 12
7.15. Avantages du personnel 12
7.16. Chiffre d'affaires 13
7.17. Retours de marchandises 13
7.18. Dépenses de promotion 13
7.19. Autres produits et charges opérationnels 13
7.20. Produits et charges financiers 13
7.21. Impôts 13
7.22. Résultat comptable par action 14
7.23. Information sectorielle 14
8. Notes aux états financiers consolidés 15
Analyse des principaux postes du bilan 15
8.1. Goodwill 15
8.2. Immobilisations 15
8.3. Contrats de location financement 16
8.4. Immeubles de placement 17
8.5. Actifs financiers non courants 17
8.6. Valeurs d'exploitation 18
8.7. Autres créances et comptes de régularisation 18
8.8. Juste valeur des instruments financiers et des autres actifs financiers 18
8.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie 19
8.10. Actifs détenus en vue de la vente 20
8.11. Variation des capitaux propres du Groupe 20
8.12. Passifs financiers 20
8.13. Juste valeur des instruments financiers et autres passifs 21
8.14. Les avantages du personnel 21
8.15. Provisions pour autres passifs 22
8.16. Autres dettes et comptes de régularisation 23
Analyse des principaux postes du compte de résultat 23
8.17. Charges administratives et commerciales 23
8.18. Frais de personnel 24

8.19. Autres Produits et charges opérationnels 25
8.20. Produits et charges financiers 25
8.21. Impôts sur les sociétés 25
8.22. Résultat par action 27
8.23. Tableau de financement 27
8.24. Informations sectorielles 27
8.25. Objectif et politiques de gestion des risques financiers 30
8.26. Parties liées 32
8.27. Entités ad-hoc 32
9. Sociétés formant le périmètre de consolidation au 30 septembre 2017 33
10. Evénements postérieurs à la clôture 34
11. Récapitulatif des obligations et engagements 34
12. Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux 34

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 30 SEPTEMBRE 2017

En milliers d'euros	Notes	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
ACTIF				
Goodwill	8.1	144 454	145 223	149 633
Autres immobilisations incorporelles	8.2	34 596	37 752	39 213
Immobilisations corporelles	8.2	94 384	99 247	104 868
Immeubles de placement	8.4	539	348	442
Actifs financiers non courants	8.5	1 541	1 578	1 556
Actifs d'impôts différés	8.21	4 158	3 571	3 305
ACTIFS NON COURANTS		**279 672**	**287 718**	**299 018**
Stocks	8.6	63 039	58 191	55 701
Créances clients	8.6	179 895	162 343	159 905
Autres créances et comptes de régularisation	8.7	6 889	5 633	6 691
Créance d'impôts courants		990	3 307	4 482
Actifs courants de gestion de trésorerie	8.9	5 000	5 000	5 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.9	82 157	73 467	67 021
Actifs détenus en vue de la vente	8.10	74	609	0
ACTIFS COURANTS		**338 044**	**308 551**	**298 800**
TOTAL ACTIF		**617 716**	**596 269**	**597 818**
PASSIFS				
Capital Social		15 227	15 227	15 227
Primes d'émission		5 796	5 796	5 796
Réserves consolidées		344 618	323 494	320 660
Résultat consolidé		39 069	34 050	25 805
CAPITAUX PROPRES DU GROUPE	**8.11**	**404 711**	**378 566**	**367 488**
Participations ne donnant pas le contrôle		**137**	**114**	**120**
TOTAL CAPITAUX PROPRES		**404 848**	**378 680**	**367 608**
Passifs financiers non courants	8.12-8.13	49 853	61 780	72 365
Provisions pour avantages du personnel	8.14	3 710	2 839	2 520
Passifs d'impôts différés	8.21	10 107	10 044	9 639
PASSIFS NON COURANTS		**63 670**	**74 663**	**84 524**
Provisions pour autres passifs	8.15	3 726	3 625	3 862
Passifs financiers courants	8.12-8.13	11 837	21 829	23 748
Dettes fournisseurs		91 315	83 541	84 725
Autres dettes et comptes de régularisation	8.16	37 998	30 135	31 161
Impôts courants dus		4 323	3 797	2 191
PASSIFS COURANTS		**149 199**	**142 926**	**145 687**
TOTAL PASSIFS HORS CAPITAUX PROPRES		**212 869**	**217 590**	**230 211**
TOTAL PASSIF		**617 716**	**596 269**	**597 818**

ETAT DU RESULTAT GLOBAL AU 30 SEPTEMBRE 2017

En milliers d'euros	Notes	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Chiffre d'affaires (HT)	8.24	**708 801**	**682 578**	**623 539**
Coût des ventes		-442 400	-431 015	-386 059
Marge commerciale		**266 400**	**251 562**	**237 480**
Charges administratives et commerciales	8.17	-213 717	-203 409	-197 372
Résultat Opérationnel Courant	8.24	**52 683**	**48 154**	**40 109**
Autres produits et charges opérationnels	8.19	1 060	-1 301	-1 975
Résultat Opérationnel		**53 743**	**46 853**	**38 135**
Produits financiers	8.20	2 209	2 648	1 625
Charges financières	8.20	-3 223	-1 715	-2 243
Résultat Avant Impôts		**52 729**	**47 786**	**37 516**
Impôts sur les sociétés	8.21	-13 615	-13 707	-11 693
Résultat net de l'ensemble consolidé		**39 114**	**34 078**	**25 823**
- Participations ne donnant pas le contrôle		44	28	17
- Résultat part Groupe		39 069	34 050	25 806
Résultat par action, net part du Groupe, hors actions autodétenues				
- de base (en euros)	8.22	**5,14**	**4,48**	**3,40**
- dilué (en euros)	8.22	**5,14**	**4,48**	**3,40**

AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL AU 30 SEPTEMBRE 2016

En milliers d'euros	Notes	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Résultat net de l'ensemble consolidé		**39 114**	**34 078**	**25 823**
Eléments ne pouvant pas être reclassés en résultat				
Ecarts actuariels sur engagement du personnel		*-863*	*-58*	*-36*
Paiements en actions et assimilés	8.11			
Impôts sur éléments non reclassables en résultat		*250*	*21*	*17*
Total éléments ne pouvant pas être reclassés en résultat		**-613**	**-37**	**-19**
Eléments pouvant être reclassés en résultat				
Ecarts de conversion	8.11	*-911*	*-13 435*	*3 438*
*Variation nette de juste valeur des instruments financiers **		*0*	*0*	*11*
Impôts sur éléments reclassables en résultat		*0*	*0*	*-4*
Total éléments pouvant être reclassés en résultat		**-911**	**-13 435**	**3 445**
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		**-1 524**	**-13 472**	**3 426**
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		**37 590**	**20 606**	**29 249**
Attribuables aux :				
Propriétaires de la Société		*37 545*	*20 578*	*29 232*
Participations ne donnant pas le contrôle		*44*	*28*	*17*

* Variations de juste valeur de la part efficace des instruments.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 SEPTEMBRE 2017

En milliers d'euros	Capital	Primes	Réserves Consolidées	Résultat	Titres de l'entreprise consolidante	**Capitaux propres du groupe**	Participations ne donnant pas le contrôle	**Total Capitaux propres**
Au 30/09/2015	**15 227**	**5 796**	**321 623**	**25 806**	**-965**	**367 488**	**120**	**367 608**
Résultat :								
- affectation du résultat			25 806	-25 806				
- résultat de l'exercice				34 050		**34 050**	28	**34 078**
Dividendes accordés (soit 1,17 Euros par action)			-9 500			**-9 500**	-34	**-9 534**
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres			-13 472			**-13 472**		**-13 472**
Incidence des achats / ventes d'actions autodétenues								
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle								
Au 30/09/2016	**15 227**	**5 796**	**324 457**	**34 050**	**-965**	**378 566**	**114**	**378 680**
Résultat :								
- affectation du résultat			34 050	-34 050				
- résultat de l'exercice				39 069		**39 069**	44	**39 114**
Dividendes accordés (soit 1,50 Euros par action)			-11 400			**-11 400**	-21	**-11 421**
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres			-1 524			**-1 524**		**-1 524**
Incidence des achats / ventes d'actions autodétenues								
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle								
Au 30/09/2017	**15 227**	**5 796**	**345 582**	**39 069**	**-965**	**404 711**	**137**	**404 848**

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AU 30 SEPTEMBRE 2017

En milliers d'euros	Notes	2016/2017	2015/2016	2014/2015
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE NETS A L'OUVERTURE		**63 725**	**55 331**	**66 944**
OPERATIONS D'EXPLOITATION				
Capacité d'autofinancement	8.23	54 670	49 649	43 257
Variation du besoin en fonds de roulement	8.23	-5 843	-4 854	-9 124
FLUX NET DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES		**48 827**	**44 795**	**34 133**
Dont intérêts versés		*-734*	*-882*	*-816*
Dont décaissement d'impôts sur les sociétés		*-11 012*	*-10 757*	*-10 327*
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	8.2	-2 855	-4 998	-11 338
Acquisitions d'immobilisations corporelles	8.2	-3 800	-3 696	-4 854
Acquisitions/ Cessions d'immobilisations financières		38	-21	-395
Cessions d'immobilisations corporelles		52	64	61
Incidence des variations de périmètre		-7	-3 007	-68 883
Variation des dettes/créances sur immobilisations		213	-92	-94
FLUX DE TRESORERIE NECESSITES PAR LES INVESTISSEMENTS		**-6 359**	**-11 751**	**-85 502**
OPERATIONS DE FINANCEMENT				
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-11 400	-9 500	-8 889
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-21	-34	-25
Remboursement des dettes financières (1)		-12 559	-12 267	-7 110
Augmentation des dettes financières		0	0	48 317
FLUX NETS DE TRESORERIE NECESSITES PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT		**-23 980**	**-21 800**	**32 293**
(AUGMENTATION)/DIMINUTION DES ACTIFS COURANTS DE GESTION DE TRESORERIE		**0**	**0**	**7 000**
Variation des écarts de conversion		-66	-2 850	465
VARIATION DE TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE		**18 422**	**8 394**	**-11 611**
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE NETS A LA CLOTURE		**82 147**	**63 725**	**55 333**
TRESORERIE DISPONIBLE DU GROUPE A LA CLOTURE	8.9	**87 147**	**68 725**	**60 331**
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets		82 147	63 725	55 331
Actifs courants de gestion de trésorerie		5 000	5 000	5 000

(1) Les remboursements de dettes financières concernent principalement le crédit-bail immobilier du Centre Européen et le crédit bancaire souscrit par Manutan international en juin 2015.

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1. Entité présentant les états financiers

Les présents états financiers, relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2017, se rapportent aux comptes consolidés du Groupe Manutan. Ils sont présentés par Manutan International, Société Anonyme à Conseil d'Administration, sis ZAC du Parc des Tulipes, Avenue du 21ème siècle à Gonesse, France. L'activité du Groupe consiste en la vente à distance d'équipements et consommables industriels et de bureau aux entreprises et collectivités locales.

2. Déclaration de conformité

En application du règlement Européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers du Groupe Manutan sont établis conformément à l'ensemble des normes internationales d'information financière (IAS/IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'union Européenne. Il n'y a pas de différences avec le référentiel IASB.
Les états financiers consolidés ont été régulièrement arrêtés par le Conseil d'administration en date du 13 décembre 2017 et n'ont pas appelé de remarque. Ils seront remis à l'approbation de l'Assemblée Générale le 8 mars 2018.

3. Base de préparation

Les états financiers sont présentés en euros arrondis au millier d'euros le plus proche, monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe.

Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, instruments financiers classés comme disponibles à la vente.
Les actifs non courants et les groupes destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Les méthodes comptables ont été appliquées de manière uniforme par les entités du Groupe.

Les normes suivantes sont appliquées par le Groupe pour la première fois au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2017 mais n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers annuels du Groupe :

- Amendements à IAS 16 et IAS 38 - Éclaircissements sur les modes d'amortissement acceptables ;
- Amendements à IFRS 11 - Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des activités conjointes ;
- Amendements à IAS 1 - Amélioration des informations à fournir en annexe ;
- Améliorations annuelles des IFRS (2012-2014) : applicable pour les exercices ouverts le 1er janvier 2016.

Un certain nombre de nouvelles normes, amendements de normes et interprétations sont en vigueur pour l'exercice ouvert après le 1er janvier 2017 et n'ont pas été appliqués par anticipation pour la préparation de ces états financiers consolidés. Les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations d'application obligatoire et pertinents pour le Groupe sont énumérés ci-dessous :

- Amendements à IAS 7 « Initiative concernant les informations à fournir » ;
- Amendements à IAS 12 « Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes » ;
- Améliorations annuelles des IFRS (2014-2016) : applicable pour les exercices ouverts le 1er janvier 2017.

La norme IFRS 15 sur le revenu est applicable par Manutan pour l'exercice ouvert le 1er octobre 2018. L'impact de l'application de cette nouvelle norme est en cours de détermination. Toutefois, le groupe Manutan n'attend pas d'incidence significative sur les comptes consolidés.

A noter que les impacts des projets de normes ou d'interprétations actuellement en cours d'étude par l'IASB et l'IFRIC n'ont pas été anticipés dans ces états financiers.

4. Recours à des estimations et aux jugements

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont

réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Il s'agit notamment de la valorisation des actifs corporels et incorporels dans le cadre des tests de dépréciation, de la valorisation du montant des autres passifs, des provisions pour dépréciations des stocks, des créances et des impôts différés actifs. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

5. Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun mouvement significatif de périmètre n'a eu lieu au cours de l'exercice 2016/2017.

Au cours du second semestre de l'exercice, le Groupe a procédé à la vente de l'ensemble immobilier de la Vitseroelstraat à Ternat en Belgique. Cette vente a généré 2,9 millions d'euros de trésorerie sur l'exercice et une plus-value non courante de 2,3 millions d'euros.

6. Le Groupe Manutan : périmètre de consolidation

Les sociétés comprises dans le périmètre sont consolidées par intégration globale. Elles appliquent des principes comptables homogènes (dits « principes comptables Groupe ») pour l'enregistrement et la présentation de transactions et événements similaires.

Le périmètre de consolidation au 30 septembre 2017 est détaillé à la note 9.

7. Principales méthodes comptables

7.1. Regroupement d'entreprises

Lors de l'entrée d'une entité dans le périmètre de consolidation, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation en IFRS, sont comptabilisés à la juste valeur déterminée à la date d'acquisition.
Les ajustements de valeurs des actifs et passifs relatifs à des acquisitions comptabilisées sur une base provisoire (en raison de travaux d'expertises en cours) sont comptabilisés de façon rétrospective s'ils interviennent dans la période de douze mois à compter de la date d'acquisition. Au-delà de ce délai, les effets sont constatés directement en résultat sauf s'ils correspondent à des corrections d'erreurs.

7.2. Date de clôture

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes annuels des sociétés comprises dans le périmètre, arrêtés au 30 septembre 2017, à l'exception des sociétés Papeteries Pichon et Essex Electrical Wholesalers dont l'exercice s'achève le 31 décembre.
Ainsi, une situation intermédiaire a été établie pour la période du 01 octobre 2016 au 30 septembre 2017 pour les sociétés Papeteries Pichon et Essex Electrical Wholesalers.

7.3. Conversion des états financiers et des opérations en devises

La monnaie de fonctionnement des sociétés étrangères est la monnaie locale.

Par conséquent, les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'Euro sont convertis selon la méthode suivante :
- conversion du bilan au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période,
- les produits et charges d'une société à l'étranger sont convertis en euros en utilisant le taux de change moyen de l'exercice tant que celui-ci n'est pas remis en cause par des évolutions significatives des cours.

Les écarts de conversion constatés, tant sur les capitaux propres d'ouverture que sur les variations de capitaux propres de la période (augmentation de capital, acquisition ...) ou sur les éléments du compte de résultat, sont portés dans les capitaux propres et ventilés entre la part du Groupe et la part des tiers. L'incidence de ces écarts est isolée dans le tableau de variation des capitaux propres.

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans les monnaies respectives des entités du Groupe en appliquant le cours de change en vigueur à la date des transactions. Les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère

à la date de clôture sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de ces conversions sont comptabilisés en résultat.

7.4. Goodwill

La différence entre la juste valeur de la contrepartie transférée et l'évaluation totale des actifs et passifs à la juste valeur identifiés à la date d'acquisition constitue le goodwill.

La juste valeur de la contrepartie transférée comprend l'actualisation de la dette en cas de paiement différé ou étalé. Les frais relatifs à l'acquisition sont quant à eux comptabilisés en charges dans le compte de résultat.

Par ailleurs, les actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition des titres sont évalués à leur juste valeur.

Le Groupe pratique un test de dépréciation de ses goodwill. La valeur recouvrable est calculée pour l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle peut être rattaché le goodwill. Au sein du groupe Manutan, les cinq zones opérationnelles sont autant d'UGT dès lors que des synergies existent entre ces entités opérant sur un même marché géographique et utilisant des moyens d'exploitation communs, avec une direction opérationnelle unique. Toutefois, dans certains cas, l'UGT pourra être constituée d'une entité juridique opérationnelle seule.

La valeur d'utilité des UGT est calculée par la méthode d'actualisation des cash-flows opérationnels prévisionnels après impôt et après investissements de renouvellement, tels qu'ils ressortent des plans d'affaires établis par chaque UGT et validés par le management du Groupe dans le cadre de son pilotage opérationnel. La période du plan d'affaires, généralement de trois années est complétée par deux années d'extrapolations et par une valeur terminale qui est évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie avec un taux de croissance modéré limité au taux d'inflation de la zone opérationnelle. Le taux d'actualisation retenu est calculé par UGT à la clôture de chaque exercice, selon une répartition dettes/capitaux propres correspondant à une moyenne des entreprises du même secteur.
Ces tests de dépréciation sont effectués au moins une fois par an à la clôture de l'exercice.

Une dépréciation est comptabilisée dès lors que la valeur nette comptable de l'UGT est supérieure à la valeur recouvrable. La valeur recouvrable étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'UGT nette des coûts de cession et sa valeur d'utilité.

7.5. Autres Immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition, qui comprend le prix d'achat ainsi que tous les frais encourus nécessaires à leur mise en service, diminué des amortissements pratiqués et des pertes de valeur.
Les licences d'utilisation de progiciels et logiciels ainsi que leurs adaptations sont amorties à compter de leur date de mise en service sur le mode linéaire sur une durée allant de 1 à 7 ans selon leur objet et leur durée d'utilité.
Par ailleurs, les immobilisations incorporelles font l'objet de tests de dépréciation en cas d'identification d'indicateurs de perte de valeur.

7.6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition historique, qui comprend le prix d'achat ainsi que tous les frais encourus nécessaires à leur mise en état d'utilisation, diminué des amortissements pratiqués et des pertes de valeur.

Les amortissements sont calculés à partir de la date de mise en service, suivant le mode linéaire et en fonction de la durée d'utilité probable de l'immobilisation :
- constructions : 20 à 30 ans pour les bâtiments à usage principal d'entrepôt et pour les bureaux ;
- installations et agencements : 10 à 15 ans ;
- matériel informatique : 3 à 5 ans ;
- autres immobilisations corporelles (matériel de transport, matériels et outillages, mobilier et matériel de bureau) : 5 ans.

7.7. Contrats de locations

Les contrats de location pour lesquels une partie significative des avantages et risques inhérents à la propriété est conservée par le bailleur sont classifiés en contrat de location-simple. Les paiements effectués au titre de ces contrats sont comptabilisés en charge au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Les contrats de location d'immobilisations pour lesquels l'essentiel des avantages et risques inhérents à la propriété est supporté par le Groupe sont classés en tant que contrats de location-financement. Les contrats de location-financement

sont classés à l'actif au commencement du contrat pour la juste valeur du bien loué. Chaque paiement fait au titre du contrat de location est ventilé entre charge financière et amortissement du solde de la dette financière afférente.
Les immobilisations acquises dans ce cadre sont amorties sur leur durée d'utilité.

7.8. Immobilier de placement

Les immeubles de placement sont constitués de terrains et/ou de constructions appartenant au Groupe, ou dont le Groupe a la jouissance, qui ne sont pas utilisés directement pour l'activité principale du Groupe.

Les immeubles de placement sont présentés au bilan sur une ligne distincte. Ils sont valorisés au coût historique amorti ou à la valeur de marché si celle-ci est inférieure.

7.9. Créances clients et autres créances

L'ensemble du poste client est constitué d'un grand nombre de créances de faible valeur réparties sur plusieurs centaines de milliers de clients. Ces créances sont prises en compte pour leur valeur nominale.

Elles font l'objet d'une dépréciation en fonction de leur risque d'irrécouvrabilité : celui-ci est apprécié en prenant en considération leurs risques spécifiques et un risque statistique fonction de leur antériorité.

7.10. Stocks

Les stocks sont évalués, en utilisant la méthode du Coût Unitaire Moyen Pondéré (CUMP), au plus faible de leur coût d'entrée et de leur valeur nette de réalisation. Le coût d'entrée comprend le prix d'achat et les frais accessoires (port, emballage, frais divers directs).

La détermination de la valeur nette de réalisation prend notamment en considération les éléments suivants :
- les articles périmés,
- les articles à faible rotation,
- les articles mis en exposition ou en consigne.

7.11. Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur en actifs/passifs « financiers courants ». Ils sont ensuite réévalués à chaque clôture à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation de la perte/du profit afférent dépend de la désignation du dérivé en tant qu'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert.

Le Groupe distingue ainsi :

- la couverture de la juste valeur d'actifs ou de passifs comptabilisés, ou encore d'engagement ferme. Les profits et pertes constatés sur le dérivé, comme sur l'instrument couvert, sont comptabilisés au compte de résultat en charges/produits financiers pour la partie réputée efficace de la couverture. Il en est de même pour la partie réputée non efficace ;

- la couverture de risques spécifiques à des actifs ou à des passifs comptabilisés, ou encore à des transactions futures hautement probables, aussi désignée "couverture de flux de trésorerie ". Pour la partie réputée efficace de la couverture, les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les capitaux propres. Les profits / pertes constatés sur la partie non-efficace sont eux comptabilisés au compte de résultat en autres produits / charges ;

- la couverture d'investissements nets dans des activités à l'étranger. La comptabilisation des variations de juste valeur répond aux mêmes règles que celles de la couverture de flux de trésorerie.
Les dérivés dont les caractéristiques ne satisfont pas à celles de la comptabilité de couverture, ou qui n'ont pas été désignés comme tel, voient leur variation de juste valeur comptabilisée au compte de résultat en produits / charges financiers.

Conformément à IFRS 7, la détermination de la juste valeur des instruments financiers actifs et passifs peut-être définie par les manières suivantes :
- par référence à un cours coté sur un marché actif lorsqu'il existe ; cette juste valeur est classée en hiérarchie 1 telle que définie dans la norme ;
- en utilisant une valorisation se basant sur un modèle prenant en compte des données observables pour les instruments non cotés tels que les dérivés ou instruments financiers actifs et passifs hors hiérarchie 1; cette juste valeur est classée en hiérarchie 2 conformément à la norme.

7.12. *Trésorerie et équivalents de trésorerie*

Conformément à la norme IAS7 « tableau des flux de trésorerie », le poste « trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant au bilan et dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme définis comme liquide et dont la durée de placement est inférieure à 3 mois.
Les placements de trésorerie dont la durée de placement est comprise entre 3 et 12 mois sont présentés en « actifs courants de gestion de trésorerie ».
Néanmoins, aux fins d'assurer une lecture exhaustive de ses disponibilités, le Groupe considère que sa trésorerie disponible totale est effectivement composée des agrégats bilanciels « trésorerie et équivalents de trésorerie » et « actifs courants de gestion de trésorerie ».
Une analyse en ce sens est présentée en complément du « tableau des flux de trésorerie » et en annexe note 8.9 « Trésorerie et équivalents de trésorerie ».

7.13. *Actifs et passifs détenus en vue de la vente*

Le Groupe doit classer un actif non courant dans le cadre d'une cession d'actif isolé (ou un groupe d'actifs et de passifs courants et non courants dans le cadre de la cession d'une activité) comme détenu en vue de la vente si l'entreprise entend recouvrer la valeur par voie de vente plutôt que par un usage opérationnel.

Les actifs et passifs ainsi déterminés sont classés et présentés distinctement sur une ligne du bilan lorsque les conditions essentielles suivantes ont été reconnues :
- Un plan de cession est engagé
- Les actifs et passifs sont disponibles à la vente en l'état actuel
- La vente est probable et interviendra dans un délai raisonnable

Les actifs non courants détenus en vue de la vente sont valorisés au coût historique amorti ou à la valeur de marché (qui correspond à la juste valeur diminuée des coûts de la vente) si celle-ci est inférieure.

7.14. *Options de souscription ou d'achats d'actions*

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS2 « paiement en actions », les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes : la juste valeur des options attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie de ces options reçues, est déterminée à la date d'attribution. Elle est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits en augmentation des capitaux propres dans le poste « paiement en actions et assimilés » et en diminution du résultat dans le poste « charge du personnel ».

7.15. *Avantages du personnel*

Selon les lois et usages de chaque pays, le Groupe participe à des régimes de retraite, prévoyance, frais médicaux et indemnités de fin de carrière, dont les prestations dépendent de différents facteurs tels que l'ancienneté, les salaires et les versements effectués à des régimes généraux obligatoires.

- *Médailles du travail*

Elles ont été évaluées sur la base d'un calcul actuariel. L'engagement a été calculé pour l'ensemble de la population concernée. Le Groupe comptabilise les pertes ou gains actuariels en résultat.

- *Régimes à cotisations définies*

Pour les régimes à cotisations définies (tel que le système français par répartition), les charges correspondant aux cotisations sont enregistrées en compte de résultat au cours de l'exercice. Dans le cadre de ces régimes, il n'y a aucun engagement ultérieur du Groupe envers ses employés.

- *Régimes à prestations définies*

Il s'agit essentiellement de régimes de retraite à rente uniforme et de régimes de retraite avec salaire de fin de carrière venant en complément des régimes de retraites obligatoires.
Les droits acquis par le personnel présent à la clôture de l'exercice au titre des compléments de retraite, lorsqu'ils ne sont pas couverts par des fonds de pension ou d'assurance, font l'objet d'une provision.
Ces engagements font l'objet d'une évaluation actuarielle selon les normes et législations en vigueur au plan local. L'ensemble de la charge correspondant aux pensions restant à verser aux retraités et aux droits acquis par les salariés

est déterminée sur la base des conventions ou accords en vigueur dans chaque société. Le Groupe comptabilise les pertes ou gains actuariels en capitaux propres.

7.16. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué de ventes de marchandises et des services associés (tels que transport, montage...). Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date de transfert des risques et avantages associés aux marchandises vendues. Par ailleurs, la mise en œuvre d'une politique de crédit management stricte permet d'assurer en amont qu'aucune vente ne soit réalisée dont le recouvrement n'est pas probable.

7.17. Retours de marchandises

Une provision est constituée pour couvrir le coût des retours de marchandises postérieurs à la clôture. Ce coût tient compte de la perte de marge brute ainsi que des frais directement liés à ces retours (transport, emballage, réparation ...). La provision est fonction du taux de retour déterminé statistiquement par chaque société.

7.18. Dépenses de promotion

Les coûts des actions de promotion sont comptabilisés au moment de leur réalisation. En particulier, le coût de fabrication des catalogues est pris en charge à la date de mise à disposition de ces derniers par l'imprimeur.

7.19. Autres produits et charges opérationnels

Cette rubrique enregistre les effets des évènements majeurs intervenus pendant la période comptable qui sont de nature à fausser la lecture de la performance de l'activité récurrente de l'entreprise. Il s'agit de produits et charges en nombre limité, inhabituels, anormaux ou peu fréquents et de montants significatifs. Ils sont le fruit d'événements exceptionnels et décorrélés de l'activité courante du Groupe, tels que :

- Les frais d'acquisition sur titres,
- Les plus-values de cessions immobilières,
- Les coûts de personnel faisant suite à des réorganisations managériales...

7.20. Produits et charges financiers

Les produits financiers comprennent :

- Les produits liés à la trésorerie et équivalents de trésorerie
- Les plus-values sur cessions et gains sur mouvements de dépréciations des actifs financiers
- Les produits liés à la trésorerie et équivalents de trésorerie
- Les produits liés à l'actualisation des actifs et passifs
- Les gains de change sur les éléments non couverts

Les charges financières comprennent :

- Les charges d'intérêts sur les emprunts et concours bancaires
- Le coût d'inefficacité sur les opérations de couverture de change
- Les moins-values sur cessions et pertes sur mouvements de dépréciations des actifs financiers
- Les charges liées à l'actualisation des actifs et passifs
- Les pertes de change

7.21. Impôts

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (ou le produit) d'impôt exigible et la charge (ou le produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

- *Impôt exigible :*

L'impôt exigible est le montant de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en appliquant au résultat imposable de chaque entité du Groupe le taux d'impôt en vigueur dans le pays d'implantation.

- *Impôts différés :*

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. L'évaluation des actifs et passifs d'impôts différés repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs en utilisant les taux d'impôts adoptés à la clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où sa récupération sur une durée raisonnable apparait probable sur la base des dernières prévisions mises à jour. Les actifs d'impôts différés sont revus à chaque date de clôture et dépréciés en cas de risque de non-recouvrement.

L'effet des éventuelles variations des taux d'imposition sur les impôts différés antérieurement constatés est enregistré en résultat, sauf si l'effet concerne un élément comptabilisé en capitaux propres, dans ce cas l'effet est comptabilisé en capitaux propres.

Les impôts différés sont présentés au bilan séparément des actifs et passifs d'impôt exigible et classés dans les éléments non courants.

Manutan International est tête du Groupe, fiscalement intégré, qu'elle forme avec Manutan SA et Manutan Collectivités au sens de l'article 223-A du Code Général des impôts.

7.22. Résultat comptable par action

Le résultat par action est calculé sur le résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé. Le nombre d'actions retenu pour le calcul est le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice écoulé, déductions faites des actions auto-détenues.

7.23. Information sectorielle

Toutes les sociétés du Groupe exercent le même métier dans leur pays d'implantation : il n'y a donc qu'un seul et même secteur d'activité.

Les zones retenues correspondent aux zones opérationnelles mises en place sur l'exercice, ces zones correspondent à la localisation géographique des actifs du Groupe. Elles regroupent des sociétés de plusieurs pays, alliant : proximité des opérations, comparabilité des comportements clients et des offres produits et services, similitudes des conditions économiques et synergies opérationnelles. Les opérations inter-zones, ainsi que les activités des entités non-opérationnelles (holding) sont présentées sur une ligne « *Autres* ».

L'information revue et utilisée par les principaux décideurs opérationnels du Groupe s'appuie sur 5 zones opérationnelles.

Ainsi le Groupe communique autour de 5 zones opérationnelles qui regroupent les pays suivants :

- Nord : Suède, Norvège, Danemark, Finlande,
- Centre : Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Suisse,
- Est : République Tchèque, Pologne, Slovaquie, Hongrie, Russie,
- Sud : France, Italie, Portugal, Espagne,
- Ouest : Royaume-Uni, République d'Irlande,
- Autres : Holdings et éliminations d'opérations interzones.

Les méthodes et principes comptables appliqués pour la détermination des résultats et actifs sectoriels sont identiques à ceux retenus pour le Groupe. Les redevances de marque « Manutan » perçues par Manutan International auprès des zones Sud et Est sont neutralisées en rubrique « Autres », afin d'améliorer la lisibilité de la performance opérationnelle et la comparabilité entre zones.

8. Notes aux états financiers consolidés

Analyse des principaux postes du bilan

8.1. Goodwill

en milliers d'euros	Date d'acquisition	30/9/2016	Acquisition Augmentation	Cession Diminution	Variation de change	Reclassement	30/9/2017
Valeur Nette							
UGT Centre	4/1/1995	32,596					32,596
UGT Sports et Loisirs	10/15/2012	9,365					9,365
UGT Ouest	(1)	27,746			-487		27,259
UGT Est	(2)	1,933					1,933
UGT Ikaros	10/10/2013	6,285			26		6,311
UGT Pichon	6/30/2015	49,707					49,707
UGT Traders	(3)	17,591			-308		17,283
TOTAL		**145,223**	**0**	**0**	**-769**	**0**	**144,454**

(1) 2 opérations intervenues au cours des exercices 1998/99 et 2007/08.
(2) 3 opérations intervenues au cours des exercices 1998/99, 2000/01 et 2004/05.
(3) Fusion des UGT IMD et EEW au 30/09/2017. Acquisition de IronmongeryDirect (IMD) sur l'exercice 2012/2013 et de Essex Electrical Wholesalers (EEW) le 25/07/2016.

Des tests de dépréciation de ces goodwill ont été réalisés à la clôture de l'exercice selon les modalités suivantes :

Au 30 septembre 2017, une hypothèse de croissance à l'infini limitée à 1,5% par an des cash flows pour la valeur terminale a été retenue. Le taux d'actualisation varie en fonction de l'UGT et du risque pays qui y est associé :

	30/9/2017	30/9/2016
UGT Centre	5.0%	6.5%
UGT Sports et Loisirs	5.5%	4.7%
UGT Ouest	7.5%	6.1%
UGT Est	4.2%	4.1%
UGT Ikaros	5.0%	6.5%
UGT Pichon	5.5%	4.7%
UGT Traders	7.5%	6.1%

Des tests de sensibilités sur des variations raisonnablement possibles des hypothèses clés (taux de croissance des revenus à l'infini, taux de marge brut, taux d'actualisation) de plus ou moins 1 % (individuellement et en cumulé) ont été réalisés par le Groupe. Ces tests de sensibilité ne font pas apparaître de scénario probable conduisant à déprécier les goodwill.

8.2. Immobilisations

- *Autres immobilisations incorporelles*

Les dotations aux amortissements des autres immobilisations incorporelles sont constatées dans le résultat opérationnel courant.

Variations de l'exercice 2016/2017 :

en milliers d'euros	30/09/2016	Acquisition Augmentation	Acquisition par voie de regroupement d'entreprises	Cession Diminution	Reclassement	Variation de change	30/09/2017
Valeurs brutes							
Marques	4 112					-32	4 080
Logiciels	65 615	1 621		-428	7 780	22	74 609
Immobilisations en cours	17 646	1 232			-7 425	0	11 453
Autres	4 382	2		-451		-1	3 931
TOTAL	**91 754**	**2 855**		**-880**	**354**	**-11**	**94 073**
Amortissements							
Marques							
Logiciels	-52 569	-6 065		355	-164	-18	-58 462
Immobilisations en cours							
Autres	-1 433	-33		450		1	-1 015
TOTAL	**-54 002**	**-6 098**		**805**	**-164**	**-17**	**-59 477**
Valeurs nettes	**37 752**	**-3 243**		**-75**	**190**	**-28**	**34 596**

Les immobilisations en cours sont essentiellement constituées des dépenses d'investissement dans le système d'information du Groupe.

Variations de l'exercice 2015/2016 :

Erreur ! Liaison incorrecte.

- *Immobilisations corporelles*

Variations de l'exercice 2016/2017 :

en milliers d'euros	30/09/2016	Acquisition Augmentation	Acquisition par voie de regroupement d'entreprises	Cession Diminution	Reclassement	Variation de change	30/09/2017
Valeurs brutes							
Terrains	20 144					62	20 206
Constructions	109 265	281			352	252	110 150
Installations et agencements	32 722	1 408		-152	10	-102	33 886
Matériels informatiques	18 592	1 642		-1 268	-352	-45	18 569
Autres immobilisations corporelles	8 144	866		-1 003	-326	-5	7 677
TOTAL	**188 866**	**4 197**		**-2 423**	**-315**	**163**	**190 488**
Amortissements / Dépréciations							
Terrains							
Constructions	-45 529	-4 633			-272	-125	-50 559
Installations et agencements	-22 131	-1 986		152		74	-23 892
Matériels informatiques	-15 865	-1 259		1 262	156	34	-15 671
Autres immobilisations corporelles	-6 094	-802		943	-32	2	-5 982
TOTAL	**-89 619**	**-8 680**		**2 357**	**-148**	**-14**	**-96 104**
Valeurs nettes	**99 247**	**-4 483**		**-66**	**-464**	**149**	**94 384**

Le groupe Manutan finance le projet de Centre Européen Manutan HQE (Haute qualité environnementale) par un crédit-bail immobilier d'une durée de 12 années. L'ensemble immobilier est comptabilisé en « immobilisations corporelles » pour un total brut de 71,2 millions d'euros (12 millions pour le terrain et 59 millions pour les bâtiments), conformément à la norme IAS 17. L'ensemble immobilier est amorti sur la durée d'utilité de ses composants respectifs.

Variations de l'exercice 2015/2016 :

Erreur ! Liaison incorrecte.

8.3. Contrats de location financement

Il a été procédé à une analyse de la substance des contrats de location pour le Groupe. Les montants ci-après, correspondant à des contrats de location financement, sont inclus dans les montants du tableau « Immobilisations corporelles » de la note précédente :

en milliers d'euros	30/09/2016	Acquisition Augmentation	Acquisition par voie de regroupement d'entreprises	Cession Diminution	Reclassement	Variation de change	30/09/2017
Valeurs brutes							
Terrains	13 146						13 146
Constructions	71 314					-109	71 204
Installations et agencements	289					11	300
Matériels informatiques	1 072				0	-3	1 068
Autres immobilisations corporelles	1 314	397		-387		-1	1 323
TOTAL	**87 134**	**397**		**-387**	**0**	**-103**	**87 041**
Amortissements							
Terrains							
Constructions	-18 774	-3 401				85	-22 090
Installations et agencements	-315					-11	-325
Matériels informatiques	-956					1	-954
Autres immobilisations corporelles	-752	-407		353		1	-805
TOTAL	**-20 796**	**-3 808**		**353**		**76**	**-24 174**
Valeurs nettes (1)	**66 339**	**-3 411**		**-35**	**0**	**-26**	**62 867**

(1) dont le crédit-bail immobilier du Centre Européen 56 millions d'euros au 30 septembre 2017 et 58 millions d'euros au 30 septembre 2016.

8.4. Immeubles de placement

en milliers d'euros	30/09/2016	Acquisition Augmentation	Acquisition par voie de regroupement d'entreprises	Cession Diminution	Reclassement	Variation de change	30/09/2017
Immeubles de placement	1 489				-887	-18	584
Dépréciations Immeubles de placement	-1 141				1 085	12	-45
Immeubles de placement net	**348**				**197**	**-6**	**539**

Les immeubles de placement sont constitués :

- D'un terrain non utilisé dont la société Sports & Loisirs est propriétaire (la valeur inscrite dans les comptes s'élève à 115 milliers d'euros).

- D'un terrain non utilisé (12 400 m²) dont la société Key Industrial Equipment est propriétaire. La valeur de marché de ce terrain est estimée par agents immobiliers à 1 854 milliers d'euros.

- La partie des locaux de bureaux (2 628 m²) dont la société Key Industrial Equipment est propriétaire et qu'elle donne en location à deux sociétés tierces a été reclassée en actifs destinés à être cédés pour un montant de 74 milliers d'euros nets au 30 septembre 2017. La valeur de marché de cette partie d'immeuble est estimée par agents immobiliers à 2 032 milliers d'euros et les revenus locatifs s'élèvent sur la période à 410 milliers d'euros. Les principales dépenses opérationnelles relatives à l'immeuble sont quant à elles nulles sur l'exercice.

Les méthodes et taux d'amortissement pratiqués sont identiques à celles décrites pour les autres immobilisations corporelles.

8.5. Actifs financiers non courants

en milliers d'euros	30/09/2016	Acquisition Augmentation	Acquisition par voie de regroupement d'entreprises	Cession Diminution	Reclassement	Variation de change	30/09/2017
Valeurs brutes							
Autres immobilisations financières	1 578	13		-51		0	1 541
TOTAL	**1 578**	**13**		**-51**		**0**	**1 541**
Amortissements							
Autres immobilisations financières	0					0	0
TOTAL	**0**					**0**	**0**
Valeurs nettes	**1 578**	**13**		**-51**		**0**	**1 541**

8.6. Valeurs d'exploitation

- *Stocks de marchandises*

en milliers d'euros	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Valeurs brutes	67 237	62 623	59 531
Dépréciations	-4 198	-4 432	-3 829
Valeurs nettes	**63 039**	**58 191**	**55 701**

- *Créances clients*

en milliers d'euros	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Valeurs brutes	183 984	167 903	164 291
Dépréciations	-4 089	-5 560	-4 385
Valeurs nettes	**179 895**	**162 343**	**159 905**

L'antériorité des créances clients se décompose comme suit:

Exercice 2016/2017 :

En milliers d'euros	Total des créances	- 3 mois	+3 mois - 6mois	+6 mois - 1 an	+1 an
Valeurs brutes	183 984	172 843	3 787	2 977	4 377
Provisions	-4 089	-435	-356	-728	-2 569
Valeurs nettes	**179 895**	**172 408**	**3 431**	**2 248**	**1 808**

Exercice 2015/2016 :

Erreur ! Liaison incorrecte.

L'analyse de la sensibilité du Groupe au risque de crédit et au risque de change relatif aux créances clients figure en note 8.25.

8.7. Autres créances et comptes de régularisation

en milliers d'euros	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Charges constatées d'avance	6 162	5 174	5 514
Autres créances	727	459	1 176
TOTAL	**6 889**	**5 633**	**6 691**

8.8. Juste valeur des instruments financiers et des autres actifs financiers

Le tableau ci-dessous fournit une comparaison de la valeur des actifs financiers comptabilisés au bilan avec leur juste valeur :

en milliers d'euros	Valeur Comptable			Actifs évalués en juste valeur par résultat			Actifs détenus jusqu'à l'échéance			Prêts et créances			Juste Valeur		
	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Actifs financiers non courants (note 8.5)															
Prêts, cautionnements, autres créances	1 541	1 578	1 556							1 541	1 578	1 556	1 541	1 578	1 556
Actifs financiers courants															
Dérivés actifs sur couverture de juste valeur		249	78		249	78								249	78
Actifs courants de gestion de trésorerie	5 000	5 000	5 000				5 000	5 000	5 000				5 000	5 000	5 000
Trésorerie et équivalent de Trésorerie (note 8.9)	82 156	73 467	67 021	82 156	73 467	67 021							82 156	73 467	67 021
Total Actifs	**88 697**	**80 295**	**73 654**	**82 156**	**73 716**	**67 021**	**5 000**	**5 000**	**5 000**	**1 541**	**1 578**	**1 556**	**88 697**	**80 295**	**73 654**

8.9. *Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La trésorerie comprend :
- Les disponibilités,
- Les équivalents de trésorerie c'est-à-dire les placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et soumis à un risque négligeable de changement de valeur ; il s'agit de valeurs mobilières de placement et de comptes et dépôts à terme à échéance de moins de trois mois,
- Les soldes créditeurs de banque correspondant à des découverts momentanés et intérêts courus liés.

Au 30 septembre 2017, les liquidités du Groupe font l'objet, pour la plupart, de placements en valeurs mobilières et en dépôts sur le marché monétaire, le solde étant placé sur des comptes bancaires courants dont la majorité est rémunéré.

Le Groupe considère que sa trésorerie disponible totale est effectivement composée des agrégats bilanciels « trésorerie et équivalents de trésorerie » et « actifs courants de gestion de trésorerie » (i.e. à maturité comprise entre 3 et 12 mois).

En conséquence, le solde financier net est calculé par différence entre la trésorerie nette augmentée des « actifs courants de gestion de trésorerie » et les dettes financières :

en milliers d'euros	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Comptes bancaires courants	70 973	73 293	58 617
Valeurs mobilières de placement (1)		2	8 172
Dépôts (2)	11 184	172	232
TOTAL TRESORERIE ACTIF	**82 157**	**73 467**	**67 021**
Concours bancaires courants	10	9 742	11 690
TOTAL TRESORERIE NETTE	**82 147**	**63 725**	**55 331**
Actifs courants de gestion de trésorerie	5 000	5 000	5 000
TOTAL TRESORERIE DISPONIBLE	**87 147**	**68 725**	**60 331**
Dettes financières (8.13)	61 680	73 867	84 412
SOLDE FINANCIER NET	**25 467**	**-5 142**	**-24 081**

(1) : Niveau 1 de juste valeur, cf. note 7.11 « Instruments financiers dérivés »
(2) : Niveau 2 de juste valeur, cf. note 7.11 « Instruments financiers dérivés »

8.10. *Actifs détenus en vue de la vente*

en milliers d'euros	30/09/2016	Acquisition augmentation	Cession diminution	Reclassement	Variation change	30/09/2017
Valeur Brute						
Terrain	103		-103			0
Construction	2 306		-2 306	887	-1	886
Autres immobilisations	237		-237			0
Total	**2 646**	**0**	**-2 646**	**887**	**-1**	**886**
Amortissements						
Terrain	0		0			0
Construction	-1 856		1 856	-812		-812
Autres immobilisations	-181		181			0
Total	**-2 037**	**0**	**2 037**	**-812**	**0**	**-812**
Valeur Nette	**609**	**0**	**-609**	**75**	**-1**	**74**

Au cours de l'exercice 2016/2017, un bâtiment en Grande Bretagne a été reclassé en actifs destinés à la vente pour 74 milliers d'euros net.
Le bâtiment TERNAT en Belgique qui avait été reclassé en actifs destinés à être cédés pour 0,6 million d'euros nets courant l'exercice 2015/2016, a été cédé au cours de l'exercice 2016/2017.

8.11. *Variation des capitaux propres du Groupe*

- *Evolution du capital social en nombre d'actions*

Le nombre d'actions au 30 septembre 2017 est de 7 613 291 au nominal de 2 Euros. Aucune variation n'a été enregistrée au cours de l'exercice 2016/2017.
La part de capital détenue par le public est de 17,65 %.

- *Actions auto-détenues*

Les 13 062 actions auto-détenues sont imputées sur les capitaux propres du Groupe au 30 septembre 2017.

- *Incidence des variations de taux de change*

L'incidence de la variation des taux de change sur les capitaux propres du Groupe au cours de l'exercice correspond :

- à la différence entre les cours de clôture et d'ouverture des devises appliquée aux capitaux propres hors résultat (incidence nette négative de 1 082 milliers d'euros),

- à la différence entre les cours de clôture et moyens des devises appliqués à la contribution des sociétés étrangères au résultat consolidé (incidence nette positive de 171 milliers d'euros).

8.12. *Passifs financiers*

- Analyse par catégories de dettes

en milliers d'euros	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	30 610	37 023	43 148
Dettes sur biens loués capitalisés (1)	19 243	24 757	29 217
PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS	**49 853**	**61 780**	**72 365**
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	6 023	6 141	6 149
Dettes sur biens loués capitalisés (2)	5 804	5 946	5 898
Concours bancaires courants	10	9 742	11 690
Instruments financiers			11
PASSIFS FINANCIERS COURANTS	**11 837**	**21 829**	**23 748**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	**61 690**	**83 609**	**96 113**

(1) Dont 17,6 millions d'euros concernant le crédit-bail immobilier du Centre Européen au 30 septembre 2017
(2) Dont 4,6 millions d'euros concernant le crédit-bail immobilier du Centre Européen au 30 septembre 2017

Sur l'exercice, le Groupe a remboursé pour 12 559 milliers d'euros de dettes financières (dont 4 573 milliers d'euros au titre du crédit-bail immobilier du Centre Européen).

8.13. *Juste valeur des instruments financiers et autres passifs*

Le tableau ci-dessous fournit une comparaison de la valeur des passifs financiers comptabilisés au bilan avec leur juste valeur :

	Valeur Comptable			Passifs évalués en juste valeur par résultat			Dettes Fournisseurs et autres dettes			Passifs comptabilisés au coût amorti			Juste Valeur		
en milliers d'euros	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Passifs Financiers Non Courants															
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit*	30 610	37 023	43 148							30 610	37 023	43 148	30 610	37 023	43 148
Dettes sur biens loués capitalisés	19 243	24 757	29 217							19 243	24 757	29 217	19 243	24 757	29 217
Passifs Financiers Courants															
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit*	6 023	6 141	6 149							6 023	6 141	6 149	6 023	6 141	6 149
Dettes sur biens loués capitalisés	5 804	5 946	5 898							5 804	5 946	5 898	5 804	5 946	5 898
Instruments Financiers dérivés			11			11									11
Dettes fournisseurs	91 315	83 541	84 725				91 315	83 541	84 725				91 315	83 541	84 725
Autres dettes	37 997	30 135	31 161				37 997	30 135	31 161				37 997	30 135	31 161
Concours bancaires courants	10	9 742	11 690							10	9 742	11 690	10	9 742	11 690
Autres passifs (Provisions et impôts)	21 845	20 305	18 212										21 845	20 305	18 212
Total Passifs Courants et non courants	212 846	217 590	230 211			11	129 311	113 676	115 886	61 690	83 609	96 102	212 846	217 590	230 211

- Echéancier de paiement des instruments financiers au passif du bilan

	Valeur au Bilan			Moins d'un an			Entre un et cinq ans			Au-delà de cinq ans		
en milliers d'euros	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	36 633	43 164	49 297	6 023	6 141	6 304	30 610	37 023	42 993			
Dettes sur biens loués capitalisés	25 047	30 703	35 115	5 804	5 946	5 898	19 243	20 942	21 142		3 815	8 075
Dettes financières	**61 680**	**73 867**	**84 412**	**11 827**	**12 087**	**12 202**	**49 853**	**57 965**	**64 135**		**3 815**	**8 075**
Instruments Financiers dérivés			11			11						
Dettes fournisseurs	91 315	83 541	84 725	91 315	83 541	84 725						
Autres dettes	37 998	30 135	31 161	37 998	30 135	31 161						
Concours bancaires courants	10	9 742	11 690	10	9 742	11 690						

8.14. *Les avantages du personnel*

en milliers d'euros	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Engagements de retraite	3 486	2 600	2 305
Médailles du travail	224	239	214
TOTAL des provisions	**3 710**	**2 839**	**2 519**

L'estimation de la valeur des engagements de retraite au 30 septembre 2017 a été effectuée par un actuaire indépendant selon les recommandations de la norme IAS 19.

Le montant des engagements de retraite provisionnés correspond aux engagements contractuels des sociétés françaises qui prévoient le versement aux salariés d'une indemnité lors de leur départ en retraite.

Tous les coûts relatifs aux engagements de retraite sont présentés dans le poste « Frais de personnel », inclus dans les « charges administratives et commerciales » du compte de résultat, et comprennent le coût des services rendus pour 224 milliers d'euros (2015/2016 : 148 milliers d'euros) et le coût financier pour 49 milliers d'euros (2015/2016 : 27 milliers d'euros). Les écarts actuariels comptabilisés dans les capitaux propres représentent une charge nette de 613 milliers d'euros.

Les principales hypothèses retenues dans les calculs actuariels sont les suivantes :

	30/09/2017	30/09/2016
Taux actualisation	1,41%	0,79%
Taux d'inflation	1,50%	1,50%
Taux d'augmentation moyen des salaires (avec inflation)	1,50%	1,50%
Age départ en retraite : - Cadres*	65	65
- Non Cadres	Entre 62 et 63	Entre 62 et 63

**en fonction de la catégorie socio professionnelle*

Par ailleurs, au 31 décembre 2007, le fonds de pension Overtoom International Netherlands a été clôturé. Les fonds investis et obligations de couverture ont été transférés à un fonds de branche professionnelle qui gère désormais les engagements de retraite du personnel.

Bien que s'agissant d'un fonds assurant le versement de prestations définies à ses adhérents, au regard des limitations quant aux informations disponibles auprès du fonds d'une part et du fait qu'il s'agisse d'un régime multi employeurs d'autre part, celui-ci est comptabilisé comme relevant d'un régime à contributions définies, et ce conformément à IAS 19.30.

Ainsi, aucun engagement relatif à ce fonds n'est provisionné au 30 septembre 2017. Enfin, la Direction de la filiale et du Groupe s'assure de manière régulière et au moins une fois par exercice que les actifs du fonds permettent de couvrir les engagements de ce dernier.

8.15. Provisions pour autres passifs

Variations de l'exercice 2016/2017 :

en milliers d'euros	30/09/2016	Dotation	Reprise Provision Utilisée	Reprise Provision non utilisée	Variation par voie de regroupement d'entreprise	Reclassement	Variation de Change	30/09/2017
Litiges Salariaux	515	38	-135	0	0	0	0	418
Retours Marchandises	711	78	-64	0	0	0	0	726
Restructuration	400	156	-306	0	0	0	0	250
Juridique et Fiscal	0	566	0	0	0	0	0	566
Financier	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Risques	1 998	161	-141	-250	0	0	-1	1 767
TOTAL	**3 625**	**999**	**-647**	**-250**	**0**	**0**	**-1**	**3 726**

Les dotations et les reprises de provisions pour restructuration au cours de l'exercice concernent principalement la zone Centre.

Variations de l'exercice 2015/2016 :

Erreur ! Liaison incorrecte.

Les dotations et les reprises de provisions pour restructuration au cours de l'exercice 2015/2016 concernent principalement les zones Centre et Sud.

- *Litiges en cours*

Il n'existe aucun litige ou fait exceptionnel susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière du Groupe qui ne soit pas provisionné.

8.16. *Autres dettes et comptes de régularisation*

en milliers d'euros	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Fournisseurs immobilisations	294	81	173
Dettes fiscales et sociales	22 262	18 242	12 243
Taxe sur le chiffre d'affaires	8 485	6 419	6 696
Clients, avoir à établir	38	72	80
Provisions frais généraux	2 463	2 134	1 716
Autres dettes diverses	4 456	3 188	10 254
TOTAL	**37 998**	**30 135**	**31 161**

Au 30 septembre 2017, l'ensemble de ces dettes a des échéances inférieures ou égales à 1 an.

Analyse des principaux postes du compte de résultat

8.17. *Charges administratives et commerciales*

Les provisions sont présentées nettes (dotations, reprises, pertes et gains).
Les autres produits et charges comprennent également le résultat des cessions courantes d'immobilisations.
Les frais de personnel comprennent les rémunérations et charges sociales, la participation des salariés, le coût du personnel intérimaire, les avantages du personnel, et les autres charges de personnel. La participation des salariés est comprise dans les frais de personnel pour 3 732 milliers d'euros en 2016/2017, 2 689 milliers d'euros en 2015/2016 et 2 591 milliers d'euros en 2014/2015.

en milliers d'euros	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Autres achats externes	-74 244	-71 825	-72 329
Impôts et taxes	-5 876	-5 712	-5 455
Frais de personnel	-119 825	-111 975	-104 565
Dotations aux amortissements	-14 707	-15 527	-15 817
Dotations / reprises sur provisions	116	170	-333
Autres produits et charges	819	1 460	1 126
TOTAL	**-213 717**	**-203 409**	**-197 372**

8.18. *Frais de personnel*

- *Répartition des effectifs moyens :*

	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Employés	1 588	1 566	1 358
Cadres	551	531	593
TOTAL	**2 138**	**2 097**	**1 951**

- Analyse par zone des effectifs moyens :

Effectifs	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Nord	117	114	113
Centre	287	282	293
Est	109	99	107
Sud	1 131	1 159	1 018
Ouest	365	334	315
Autre	129	109	105
TOTAL	**2 138**	**2 097**	**1 951**

Effectifs Hommes	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Nord	74	73	75
Centre	201	195	211
Est	52	45	51
Sud	538	568	442
Ouest	237	200	189
Autre	64	53	60
TOTAL	**1 166**	**1 134**	**1 028**

Effectifs Femmes	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Nord	43	41	39
Centre	86	87	82
Est	57	54	55
Sud	593	591	576
Ouest	128	135	126
Autre	65	56	45
TOTAL	**972**	**964**	**923**

Mouvements	Entrées	Sorties
Nord	14	12
Centre	34	28
Est	28	18
Sud	135	163
Ouest	87	57
Autre	56	36
TOTAL	**355**	**314**

- *Répartition des charges de personnel :*

	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Employés	-69 916	-67 435	-60 434
Cadres	-49 909	-44 539	-44 040
TOTAL	**-119 825**	**-111 975**	**-104 474**

Les rémunérations allouées au titre de l'exercice aux organes d'administration de la société consolidante en raison de leurs fonctions dans les entreprises du Groupe s'élèvent à 2 001 407 euros en 2016/2017 et 1 538 440 euros en 2015/2016.

Les jetons de présence versés aux membres du conseil d'administration s'élèvent à 117 milliers d'euros pour l'exercice 2016/2017 et 100 milliers d'euros pour l'exercice 2015/2016.

- *CA par effectif moyen:*

	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Nord	351	350	355
Centre	479	460	417
Est	193	187	163
Sud	404	374	347
Ouest	285	315	320
TOTAL	**331**	**325**	**306**

8.19. *Autres produits et charges opérationnels*

	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Opérations sur actifs immobiliers	2 316	0	0
Amendes et pénalités	-566	0	0
Coûts de restructuration	-510	-959	-971
Frais d'acquisition de titres	-181	-342	-1 004
Total	1 060	-1 301	-1 975

Le produit relatif aux opérations sur actifs immobiliers correspond à la vente du bâtiment TERNAT en Belgique qui au cours de l'exercice 2016/2017 (Cf Note 8.10).

Les coûts de restructuration sont principalement liés à l'évolution de l'organisation du Groupe et les frais d'acquisitions de titres résultent principalement de frais de due diligence qui n'ont pas abouti.

8.20. *Produits et charges financiers*

en milliers d'euros	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	455	331	421
Gains de change	1 641	2 041	1 167
Autres produits financiers	114	276	37
Total des produits financiers	**2 209**	**2 648**	**1 625**
Coûts de l'endettement financier brut	-734	-882	-816
Pertes de change	-2 120	-833	-1 369
Autres charges financières	-370	0	-58
Total des charges financières	**-3 223**	**-1 715**	**-2 243**
Résultat financier	**-1 014**	**933**	**-619**

La variation des produits et des charges financières du Groupe s'explique principalement par la volatilité du cours de l'euro par rapport aux autres devises sur l'exercice.

De plus, les charges financières augmentent en raison de la comptabilisation de la valeur de marché des contrats d'achats de devise à terme souscrits sur l'exercice (cf. note 8.25 « Risques de change »).

8.21. *Impôts sur les sociétés*

Les bases d'impôts différés actifs et passifs sont compensées au sein d'une même société.

L'écart entre le taux d'imposition réel et le taux d'imposition théorique (en pourcentage du résultat avant impôt) s'analyse ainsi :

En %	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Impôt selon le taux théorique	34,43%	38,00%	38,00%
Effet des différences entre les résultats comptables et les résultats imposables	2,12%	0,26%	1,62%
Déficits créés non activés	0,28%	0,20%	0,34%
Taxe sur les dividendes	0,65%	0,59%	0,71%
Consommation de déficits antérieurs non activés	-0,12%	-0,52%	-0,55%
Ecarts de taux d'imposition*	-6,89%	-8,37%	-6,84%
Crédit d'impôts**	-4,65%	-1,47%	-2,11%
Taux réel de l'impôt société	**25,82%**	**28,69%**	**31,17%**

** dont -2,54% lié au changement de taux applicable au calcul des impôts différés en France.*
*** dont -1,73% suite au remboursement de trop perçu d'impôt société en faveur de Manutan International.*

La charge d'impôt pour l'exercice s'élève à 13 615 milliers d'euros dont 13 874 milliers d'euros d'impôt exigible et -259 milliers d'euros de produit d'impôt différé.

- *Source des impôts différés :*

en milliers d'euros	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Valeurs brutes			
Immobilisations (hors crédit-bail)	535	532	316
Marques	-1 000	-1 000	-1 116
Stocks	566	438	546
Clients	507	448	319
Instruments financiers	0	0	6
Provisions retraites	1 243	751	601
Autres provisions	211	260	466
Crédit-baux	-8 079	-7 948	-7 300
Déficits fiscaux reportables	0	0	0
Autres différences temporaires	70	46	-172
TOTAL	**-5 949**	**-6 473**	**-6 334**
Impôt différés actifs	4 158	3 571	3 305
Impôts différés passifs	10 107	10 044	9 639
Impôts différés nets	**-5 949**	**-6 473**	**-6 334**

- *Variation des impôts différés nets :*

en milliers d'euros	
30/09/2016	**-6 473**
Imputation en compte de résultat	259
imputation en capitaux propres	250
Variation de périmètre liée à l'affectation du Goodwi	0
Variation de change	15
30/09/2017	**-5 949**

8.22. *Résultat par action*

	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Résultat net part du Groupe *(en milliers d'euros)*	39 069	34 050	25 806
Nombre d'actions en circulation	7 600 229	7 600 229	7 600 229
Résultat net par actions *(en euros)*	**5,14**	**4,48**	**3,40**
Effet dilutif des options de souscription	0	0	0
Résultat dilué par action *(en euros)*	**5,14**	**4,48**	**3,40**

8.23. *Tableau de financement*

- *Capacité d'autofinancement*

en milliers d'euros	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Bénéfice consolidé de l'exercice	39 114	34 078	25 823
Amortissements et dépréciations d'exploitation (net	14 906	15 528	15 815
Perte de valeur sur les immobilisations corporelles	-128	0	0
Autres Provisions (net)	82	-77	1 580
Produits des cessions d'actifs	-52	4	-61
Valeur comptable des actifs cédés	748	116	100
Capacité d'autofinancement	**54 670**	**49 649**	**43 257**

- *Variation du besoin en fonds de roulement*

Ressources : (+) Emplois : (-) en milliers d'euros	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Stocks (net)	-4 985	-4 208	1 903
Créances clients (net)	-10 592	-4 466	-13 376
Autres créances	-8 753	1 926	-658
Dettes fournisseurs (net)	6 312	-567	-214
Dettes et créances d'impôt société	2 862	2 699	345
Autres dettes	9 313	-238	2 875
Variation du besoin en fonds de roulement	**-5 843**	**-4 854**	**-9 124**
Variation des dettes / créances sur immobilisations	**213**	**-92**	**-94**

8.24. *Informations sectorielles*

- *Chiffre d'affaires – ventilation par zone géographique*

en milliers d'euros	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Nord	40 918	39 935	40 259
Centre	137 581	129 561	122 156
Est	21 042	18 509	17 379
Sud	457 451	433 116	383 423
Ouest	104 123	105 364	100 418
Autre	-52 314	-43 907	-40 095
TOTAL	**708 801**	**682 578**	**623 539**

	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Nord	5,8%	5,9%	6,5%
Centre	19,4%	19,0%	19,6%
Est	3,0%	2,7%	2,8%
Sud	64,5%	63,5%	61,5%
Ouest	14,7%	15,4%	16,1%
Autre	-7,4%	-6,4%	-6,4%
TOTAL	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

- *Résultat opérationnel courant – ventilation par zone géographique*

en milliers d'euros	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Nord	1 334	1 276	1 813
Centre	11 852	11 550	5 436
Est	1 434	1 271	-220
Sud	39 340	30 957	28 934
Ouest	8 679	10 426	10 401
Autre	-9 955	-7 326	-6 255
TOTAL	**52 683**	**48 154**	**40 109**

	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Nord	2,5%	2,7%	4,5%
Centre	22,5%	24,0%	13,6%
Est	2,7%	2,6%	-0,5%
Sud	74,7%	64,3%	72,1%
Ouest	16,5%	21,7%	25,9%
Autre	-18,9%	-15,2%	-15,6%
TOTAL	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

- *Résultat opérationnel – ventilation par zone géographique*

en milliers d'euros	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Nord	1 236	847	1 629
Centre	14 168	11 150	4 873
Est	1 434	1 271	320
Sud	38 524	30 957	28 596
Ouest	8 517	10 297	10 401
Autre	-10 137	-7 669	-7 685
TOTAL	**53 743**	**46 853**	**38 134**

	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Nord	2,3%	1,8%	4,3%
Centre	26,4%	23,8%	12,8%
Est	2,7%	2,7%	0,8%
Sud	71,7%	66,1%	75,0%
Ouest	15,8%	22,0%	27,3%
Autre	-18,9%	-16,4%	-20,2%
TOTAL	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

- *Actifs courants et non courants, passifs courants et non courants*

Actifs non courants	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Nord	10 101	10 255	10 403
Centre	3 601	4 365	4 890
Est	9 423	9 102	9 102
Sud	79 027	80 205	81 816
Ouest	53 256	54 986	59 786
Autre	124 265	128 805	133 019
TOTAL	**279 672**	**287 718**	**299 019**
Actifs courants	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Nord	15 865	14 994	15 294
Centre	37 637	33 539	35 370
Est	8 535	7 224	6 392
Sud	191 444	182 695	178 556
Ouest	46 326	42 615	40 910
Autre	38 237	27 484	22 277
TOTAL	**338 044**	**308 551**	**298 800**

Passifs non courants	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Nord	705	706	721
Centre	159	159	427
Est	0	0	0
Sud	4 881	4 767	5 440
Ouest	1 286	1 771	924
Autre	56 639	67 261	77 012
TOTAL	**63 670**	**74 664**	**84 525**
Passifs courants	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Nord	5 540	5 044	5 107
Centre	15 579	13 713	13 419
Est	2 877	2 154	1 781
Sud	86 766	81 273	82 179
Ouest	15 919	14 370	15 305
Autre	22 518	26 372	27 895
TOTAL	**149 199**	**142 926**	**145 687**

- *Capacité d'autofinancement :*

en milliers d'euros	30/09/2017				30/09/2016				30/09/2015			
	CAF	Dont Bénéfice Consolidé	Dont amortissements et provisions d'exploitation	Dont Autres éléments hors exploitation	CAF	Dont Bénéfice Consolidé	Dont amortissements et provisions d'exploitation	Dont Autres éléments hors exploitation	CAF	Dont Bénéfice Consolidé	Dont amortissements et provisions d'exploitation	Dont Autres éléments hors exploitation
Nord	**1 205**	756	440	8	**1 122**	624	439	60	**1 749**	1 150	564	34
Centre	**9 288**	8 452	583	253	**6 984**	6 687	755	-458	**3 941**	2 379	807	756
Est	**1 132**	768	497	-133	**1 151**	741	444	-34	**288**	-110	416	-18
Sud	**22 494**	18 736	3 236	522	**17 389**	13 775	3 679	-65	**16 357**	12 510	3 874	-27
Ouest	**8 010**	6 599	1 453	-42	**10 650**	8 954	1 646	50	**9 760**	8 121	1 708	-69
Autre	**12 541**	3 819	8 697	25	**12 352**	3 331	8 565	456	**11 162**	1 817	8 446	898
TOTAL	**54 670**	39 130	14 906	634	**49 649**	34 112	15 528	9	**43 257**	25 866	15 815	1 575

	30/09/2017				30/09/2016				30/09/2015			
Nord	2,2%	1,9%	3,0%	1,3%	2,3%	1,8%	2,8%	646,1%	4,0%	4,4%	3,6%	2,2%
Centre	17,0%	21,6%	3,9%	39,9%	14,1%	19,6%	4,9%	-4939,6%	9,1%	9,2%	5,1%	47,9%
Est	2,1%	2,0%	3,3%	-20,9%	2,3%	2,2%	2,9%	-367,8%	0,7%	-0,4%	2,6%	-1,0%
Sud	41,1%	47,9%	21,7%	82,2%	35,0%	40,4%	23,7%	-699,5%	37,8%	48,4%	24,5%	-1,8%
Ouest	14,7%	16,9%	9,7%	-6,6%	21,5%	26,2%	10,6%	542,4%	22,6%	31,4%	10,8%	-4,4%
Autre	22,9%	9,8%	58,3%	4,0%	24,9%	9,8%	55,2%	4918,3%	25,8%	7,0%	53,4%	57,1%
TOTAL	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,1%**

- *Investissements industriels et de production* :*

en milliers d'euros	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Nord	293	617	383
Centre	421	237	388
Est	418	369	1 677
Sud	1 706	1 621	2 660
Ouest	692	2 875	816
Autre	3 522	4 883	11 099
TOTAL	**7 051**	**10 602**	**17 024**

**Ces montants incluent les immobilisations financées par voie de location financière*

8.25. Objectif et politiques de gestion des risques financiers

- *Risque de marché*

De par sa structure financière et la faible part de son capital traitée en bourse, 17,65% au 30 septembre 2017, le Groupe n'est pas exposé aux risques de marché de manière significative.

- *Risque de liquidité*

Le Groupe n'est pas significativement exposé au risque de liquidité. Au 30 septembre 2017, les disponibilités du Groupe s'établissent à 87 146 milliers d'euros en incluant les placements financiers courants, alors que les dettes financières se montent à 61 676 milliers d'euros. Le ratio « dette financière consolidée / fonds propres consolidés » ressort à 0,15.
Par ailleurs, le Groupe dispose de lignes de crédit confirmées pour 20 115 milliers d'euros. Au 30 septembre 2017, ces lignes ont été utilisées à hauteur de 20 000 milliers d'euros.
L'exigibilité anticipée des dettes financières est liée au respect de covenants juridiques et financiers qui sont tous respectés au 30 septembre 2017. Il s'agit principalement des ratios de capitaux propres sur dettes financières à moyen et long terme et d'endettement net sur capacité d'autofinancement.

			Échéance				
Caractéristiques des emprunts contractés	**Taux fixe ou variable**	**Montant en milliers d'euros**	**< 1 an**	**entre 1 et 5 ans**	**> 5 ans**	**Couverture**	**Devise origine**
Emprunts auprès des établissements de crédits	Taux variable	36 619	6 010	30 610	0	Non	EUR
	Taux fixe	0	0	0	0	Non	EUR
Dettes de crédit Bail	Taux fixe	530	279	251	0	Non	EUR
	Taux variable	22 111	4 574	17 537	0	Non	EUR
	Taux variable	1 385	543	841	0	Non	EUR
	Taux fixe	31	31	0	0	Non	GBP
	Taux fixe	990	376	614	0	Non	GBP
Concours bancaires courants	Taux variable	10	10	0	0	Non	EUR
TOTAL		**61 676**	**11 823**	**49 853**	**0**		

- *Risque de taux*

La politique financière du Groupe consiste à gérer la charge financière en combinant des instruments dérivés à taux variable et à taux fixe. Au 30 septembre 2017, le Groupe n'a pas souscrit d'instrument dérivé de swap de taux.

L'analyse de la sensibilité au taux d'intérêt au 30 septembre 2017 se présente ainsi :

en millions d'euros	**Total**	A moins d'1 an	1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Actifs financiers (1)	**82,2**	82,2	0,0	0,0
Passifs financiers (2)	**60,1**	11,1	49,0	0,0
Position nette	**22,0**	**71,0**	**-49,0**	**0,0**

(1) Titres de créances négociables, autres actifs financiers, prêts et avances à taux variable
(2) Emprunts et dettes financières, autres passifs financiers à taux variable

Le risque de taux est suivi au cours de l'année notamment par le département Trésorerie Groupe hébergé par la holding. L'impact d'une variation de taux de l'émetteur de +/- 1% sur les positions nettes à taux variable du Groupe, à moins d'1 an, est de l'ordre de +/- 220 milliers d'euros.

- *Risque de change*

Le Groupe mène une politique générale de gestion du risque et d'auto-couverture. Ainsi, la gestion des transactions intra-groupe est attentivement suivie par les trésoriers locaux et Groupe.
L'exposition nette au risque de change du Groupe est présentée par devises :

en millions d'euros	Livre Sterling	Dollars	Couronne tchèque	Couronne norvégienne	Couronne danoise	Euro	Autres devises(1)	TOTAUX
Actifs monétaires	27,4	16,2	6,0	2,8	1,5	1,8	6,3	61,9
Passifs monétaires	10,2	0,4	2,0	0,0	0,1	2,6	2,7	18,1
Exposition nette	**17,2**	**15,9**	**4,0**	**2,7**	**1,4**	**-0,8**	**3,5**	**43,9**

(1)Autres devises = CHF, CZK, HUF, PLN

Les actifs monétaires sont constitués des créances et prêts, ainsi que des valeurs mobilières de placement et des disponibilités.
Les passifs monétaires sont constitués des dettes financières, ainsi que des dettes d'exploitation et des autres dettes.

L'analyse du risque a conduit à la conclusion suivante sur les besoins de couvertures de change :

- Achats en dollars (US) vs euros (EUR)
- Achats en euros (EUR) vs livre sterling (GBP), couronnes tchèque (CZK) et suédoise (SEK)
- Ventes de couronnes norvégiennes (NOK), et danoises (DKK) vs couronnes tchèques (SEK)
- Ventes de HUF et PLN vs CZK

Volumétrie annuelle des enjeux :

Sur l'exercice, la volumétrie totale des flux à couvrir s'élève à 55,5 millions d'euros, soit 12,55 % du coût d'achat des marchandises vendues du Groupe : une variation des parités de change aurait un impact limité sur le compte de résultat du Groupe.

Au 30 septembre 2017, le groupe n'a plus qu'un seul contrat à terme non dénoué au titre de ces couvertures, sur la filiale Ironmongery Direct Ltd.

(en milliers d'€uros)	Date d'opération	Date d'échéance	Valeur au 30/09/2017	Couverture IFRS	Impact brut sur résultat	Impact brut sur réservers
Achat à terme de 100K USD contre GBP à 1,232	22/02/2017	27/11/2017	(8)		(8)	
Achat à terme de 100K USD contre GBP à 1,232	22/02/2017	26/02/2018	(8)		(8)	
			(15)		(15)	

- *Risque sur actions*

L'exposition du Groupe au risque sur actions se résume à la détention en propre d'actions Manutan International, seuls titres côtés sur un marché réglementé. Ces actions auto-détenues sont au nombre de 13 062 au 30 septembre 2017 (cf. note 8.11 « variation des capitaux propres du Groupe »).

Ces titres sont imputés sur les capitaux propres consolidés.

- *Risque de crédit*

Au vu de la nature de l'activité du Groupe, le risque crédit est limité car l'ensemble du poste « Clients » est constitué d'un grand nombre de créances de faible valeur réparties sur plusieurs centaines de milliers de clients.

De plus, la politique du Groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit. Les soldes clients font l'objet d'un suivi régulier et, par conséquent, l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

8.26. Parties liées

Les parties liées sont :
- les sociétés mères
- les filiales
- les membres du Conseil d'Administration de Manutan International

Les transactions avec les parties liées externes au Groupe n'ont pas de caractère significatif.

Les transactions avec les principaux dirigeants du Groupe au cours de l'exercice clos au 30 septembre 2017 (les membres du conseil d'administration) se décomposent ainsi :
- Avantage court terme : 2 118 907 euros en 2016/2017, 1 638 440 euros en 2015/2016
- Avantage postérieur à l'emploi : NA
- Autres avantages à long terme : NA
- Indemnités de fin de contrat : NA
- Paiements en actions : NA

Les avantages à court terme correspondent aux rémunérations des organes d'administration, incluant une provision de 108 milliers d'euros au titre des jetons de présence à verser pour l'exercice clos.

Par ailleurs, des engagements existent envers les principaux dirigeants du Groupe au titre d'indemnités de fin de contrat en cas de départ. Ces engagements (non versés) s'élèvent à 1 682 710 euros en 2016/2017.

8.27. Entités ad-hoc

Les entités ad-hoc sont consolidées si, sur la base d'une analyse en substance de la relation avec le Groupe et des risques et avantages de l'entité ad-hoc, le Groupe conclut qu'il en a le contrôle.

Au 30 septembre 2017, le groupe MANUTAN ne contrôle aucune entité ad-hoc

9. Sociétés formant le périmètre de consolidation au 30 septembre 2017

Liste des sociétés consolidées	% de droit de vote de la société consolidante	% d'intérêt de la société consolidante
Manutan International SA *(France)*		
Manutan Collectivités SAS *(France)*	100,00	100,00
The Eurostore Group Ltd *(Royaume-Uni)*	100,00	100,00
Manutan GmbH *(Suisse)*	100,00	100,00
IronmongeryDirect Ltd *(Royaume-Uni)*	100,00	100,00
Key Industrial Equipment Ltd *(Royaume-Uni)*	100,00	100,00
Manovert BV *(Pays-Bas)*	100,00	100,00
Manutan Hungaria kft *(Hongrie)*	100,00	100,00
Manutan Italia Spa *(Italie)*	100,00	100,00
Manutan Ltd *(Royaume-Uni)*	100,00	100,00
Manutan Polska Sp-z.o.o. *(Pologne)*	100,00	100,00
Manutan SA *(France)*	100,00	100,00
Manutan SL *(Espagne)*	100,00	100,00
Manutan Slovakia sro *(Slovaquie)*	100,00	100,00
Manutan s.r.o. (*République Tchèque*)	100,00	100,00
Manutan Unipessoal Lda *(Portugal)*	100,00	100,00
Manutan NV *(Belgique)*	99,15	99,15l
Manutan GmbH *(Allemagne)*	100,00	100,00
Manutan BV *(Pays-Bas)*	100,00	100,00
Association du R.I.E. *(France)*	100,00	100,00
SCI Philippe Auguste *(France)*	100,00	100,00
Sports & Loisirs SAS *(France)*	100,00	100,00
Papeteries Pichon SAS *(France)*	100,00	100,00
Rapid Racking Ltd *(Royaume-Uni)*	100,00	100,00
Trovatar a.s. (*République Tchèque*)	100,00	100,00
WITRE A/S *(Norvège)*	100,00	100,00
WITRE AB *(Suède)*	100,00	100,00
WITRE Danmark A/S *(Danemark)*	100,00	100,00
WITRE Oy *(Finland)*	100,00	100,00
IKAROS Cleantech AB *(Suède)*	100,00	100,00
IKAROS Finland Oy *(Finlande)*	100,00	100,00
Essex Electrical Wholesalers *(Royaume-Uni)*	100,00	100,00

Manutan International exerce un contrôle exclusif sur l'ensemble des sociétés du périmètre.
Les sociétés du Groupe sont consolidées par intégration globale.

10. Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

11. Récapitulatif des obligations et engagements

- *Engagements hors bilan*

en milliers d'euros	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015
Lignes de crédits confirmées non utilisées	415	45 111	65 000
Garanties bancaires	1 605	1 600	2 239
Autres garanties	131	78	0
Liés aux contrats de location simple	18 027	16 961	15 410

- *Echéancier des obligations et engagements*

En application de la recommandation AMF de janvier 2003, les tableaux ci-dessous récapitulent les obligations et engagements donnés et reçus par le Groupe. Les engagements reçus sont présentés précédés d'un signe (-).

		Montant des engagements par période. En millier d'euros		
Obligations contractuelles - engagements donnés et reçus	Total au 30/09/2017	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Lignes de crédit (1)	-20 415	-20 415		
Lettres de crédit (2)	1 605	1 605		
Obligations en matière de location simple	18 027	5 251	10 705	2 071
Autres garanties	131	131		
TOTAL	**-652**	**-13 428**	**10 705**	**2 071**

(1) Lignes de crédit confirmées dont dispose le Groupe
(2) Garanties données par le Groupe à des établissements de crédit

12. Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux

	KPMG						MAZARS					
	MONTANT			%			MONTANT			%		
en milliers d'euros	2016/2017	2015/2016	2014/2015	2016/2017	2015/2016	2014/2015	2016/2017	2015/2016	2014/2015	2016/2017	2015/2016	2014/2015
Audit												
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés (1)	509	450	532	95%	87%	60%	445	392	367	96%	92%	92%
Services autres que la certification des comptes (2)	26	67	360	5%	13%	40%	17	34	31	4%	8%	8%
TOTAL	**535**	**517**	**892**	**100%**	**100%**	**100%**	**462**	**426**	**398**	**100%**	**100%**	**100%**

(1) dont pour Manutan International, 93 milliers d'euros (KPMG) et 93 milliers d'euros (Mazars) pour 2016/2017, 101 milliers d'euros (KPMG) et 84 milliers d'euros (Mazars) pour 2015/2016
(2) dont pour le RIE, 6 milliers d'euros pour 2016/2017.